Ce qui m’énerve le plus, c’est nos élus qui donnent de l’argent à nos ennemis !

écrit par Docteur Dominique Schwander | 16 octobre 2023

Moi ce qui m'énerve le plus c'est nos élus qui donnent depuis des générations de l'argent à nos ennemis. En Palestine, être réfugié est devenu héréditaire, avec une rente prélevée sur nos impôts. **Pourquoi la majorité de nos politiciens sont-ils si ignorants ? Sont-ils pour la majorité des analphabètes fonctionnels?**

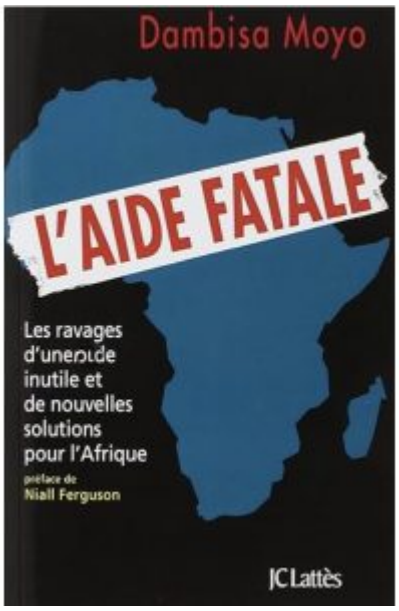
Pourquoi tant d'Européens persistent-ils à aller en touristes dans les pays musulmans y dépenser leur argent, pourquoi donnent-ils des subventions pour les aider à financer leur djihad?

Pour affaiblir un ennemi et mettre fin à la guerre il faut lui couper le financement de sa guerre. Déjà Erich Ludendorff (1865-1937) général en chef de la Deutsches Heer pendant la Première Guerre mondiale, dans son livre ***Der totale Krieg*** publié en 1935, expliquait que, **pour terminer une guerre, seule la stratégie de l'usure fonctionne par l'utilisation de moyens économiques**. Par conséquence, pour sauver la patrie en danger, si le vocabulaire, les hommes et les soldats changent, les concepts tout particulièrement la liberté et les actions à prendre demeurent les mêmes.

Guerre après guerre, ne donnons plus d'argent aux pays de nos ennemis.

En outre la Suisse fut si pauvre que ses hommes partaient à l'étranger comme mercenaires au risque de leur vie. Les Suisses ont développé leur pays, tout comme les Français et plus récemment les Chinois, par leurs efforts, pas en recevant des subventions d'autres pays. **Du reste l'Afrique a prouvé que plus un pays est subventionné par d'autres pays plus il a de pauvres!**

En Europe, peu de sujets sont aussi tabous que celui de l'aide publique au développement. Mettre en cause le bien-fondé des 0,5 % du PNB suisse soit plus de 3,5 milliards de CHF est sacrilège pour beaucoup d'élus et évidemment pour les 1500 fonctionnaires salariés du DDC (*Direction du développement et de la coopération*) qui défendent leur fond de commerce.



Pourtant, le Dr. Dambisa Moyo a publié un excellent ouvrage dénonçant l'inefficacité de l'aide publique internationale au développement, ses effets pervers et ses conséquences néfastes. (**Dambisa Moyo:** *L'aide fatale: Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique.* Editions JC Lattès. 2009). C'est une économiste zambienne diplômée d'Oxford et de Harvard, qui a travaillé à la Banque mondiale avant d'entrer dans la banque d'affaires Goldmann Sachs.

Le livre de cette africaine est très bien. A l'époque j'avais écrit cela :

A la lire, et comme tout un chacun, comme moi, ayant vécu et travaillé quelques années dans un pays en voie de développement le remarque, l'aide accordée directement aux gouvernements est facile à détourner, elle encourage la corruption (également la corruption des fonctionnaires des pays donateurs), fragilise les institutions, sape l'esprit d'entreprise, décourage l'épargne, favorise le « pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué » et la centralisation.

La très grande majorité des pays en voie de développement ont deux caractéristiques en commun, le paternalisme-présidentialisme-nespotisme (quand ce n'est pas une forme de dictature corrompue ou de corruption systémique) **et la dépendance envers l'aide internationale**. Dès lors, leurs gouvernements toujours fort centralisés considèrent l'aide comme une source de revenus permanente et sûre; comme les Palestiniens qui en profitent depuis trois générations, ils n'ont aucune raison de penser que ces flux ne vont pas continuer indéfiniment. Ils ne sont pas incités à établir des plans financiers à long terme, à chercher d'autres moyens pour financer leur développement, à diminuer l'Etat pléthorique, la bureaucratie et surtout pas la corruption. Le don mal maîtrisé des milliards de cette aide publique a pour effet de saper l'établissement d'institutions adéquates, la décentralisation, la subsidiarité, l'esprit entrepreneur,

l'efficience, la recherche de financements et une croissance durable.
En général, l'aide humanitaire de courte durée ou aide d'urgence (par exemple lors d'une catastrophe naturelle) et tout particulièrement l'aide caritative dispensée par de vraies et honnête organisations de bienfaisance à des institutions ou à des individus sur le terrain bien connus d'elles, n'ont pas les effets pervers de l'aide publique au développement. **Sauf exception, ce ne sont pas aux Etats à donner cette aide caritative mais aux vraies ONG.** Rappelons qu'une organisation non gouvernementale (ONG) est une association non gouvernementale à but non lucratif. C'est une organisation d'intérêts qui ne relève ni de l'Etat, ni d'institutions internationales, ni n'est par définition subventionnées par nos impôts.
Dans les démocraties, on réserve ce terme d'ONG aux personnes morales à but non lucratif, financées par des fonds privés, donc par des personnes qui choisissent leur charité, pas par des Etats qui répartissent les recettes fiscales confisquées aux citoyens.
Les principaux critères définissant une ONG sont les suivants: *but non lucratif de son action, objectifs volontaires, indépendance financière, indépendance politique et notion d'intérêt public.* C'est pourquoi il est difficile de trouver de vraies ONG dans l'oumma musulmane et dans l'UE qui finance même les fondations de l'Open Society du milliardaire Georges Soros.
Avec l'islam, le couple mafieux Merkel-Soros ou plutôt le trouble ménage à trois avec Macron sont les ennemis de la France et de notre démocratie directe. Bien trop souvent on désigne les ONG comme de charitables fondations de bienfaisance et on les exempte de payer des impôts tant qu'elles sont non politiques. Mais le sont-elles si elles ne sont pas charitables? Par exemple, un hôpital disponible pour aider toutes les personnes dans le besoin est charitable et peut être une ONG de bienfaisance, à la condition que cette ONG ne reçoive pas des subsides de l'Etat, de l'UE, des USA, etc.

Les organisations vouées à encourager les étrangers illégaux

à enfreindre les lois sont-elles des ONG de bienfaisance, comme veulent nous le faire croire des médias de masse? Les donateurs n'ont que de bonnes raisons de limiter leurs dons à de vrais organismes de bienfaisance, aux institutions telles que les hôpitaux, les institution de prise en charge d'orphelins, les aides qui existent pour le bénéfice de tous, par exemple lors d'une catastrophe et qui on un minimum de frais administratifs et de frais de personnel. Les actions des organisations humanitaires non gouvernementales sont souvent utiles mais les ONG ont toujours tendance à devenir un business où les intérêts rapaces se mêlent à la générosité des donateurs et où les intérêts exhibitionnistes s'associent avec des délinquants, par exemple des passeurs. Les ONG qui se consacrent aux questions politiques, surtout que souvent elles font acte d'ingérence dans des pays étrangers, ne devraient évidemment pas recevoir de subventions des contribuables et ne devraient pas être exonérées d'impôts. **Il ne faut pas confondre ONG, association d'utilité publique et association partisane**. Bien trop souvent les associations d'utilité publique ou partisanes sont des lobbies qui pompent des subventions de l'Etat-nation et versent des salaires indécents à leur dignitaires; par exemple le directeur de l'Association suisse des paraplégiques touchait 362 000 CHF de salaire annuel à quoi s'ajoute des indemnités de transport, etc. Le Président de Texaid fondée en 1978 à la suite de la fusion de six organisations humanitaires suisses don Caritas et la Croix-Rouge suisse, gagne lui 550 000 CHF par an! Quand une organisation comme l'ONU joue à l'ONG l'argent est perdu: l'ONU a ainsi dépensé 1,4 milliards de USD pour un programme de prévention du SIDA en Afrique, sans aucun résultat (http://newobserveronline.com/1-4bn-wasted-african-anti-hiv-program/). Même si les redresseurs de torts de l'aide publique au développement plaisent à de nombreux citoyens, beaucoup de ces fonctionnaires humanitaires professionnels du sauvetage et leurs déclarations vachement humanitaires font vomir d'autres citoyens, en particulier des citoyens qui ont travaillé et se sont assimilés dans un pays en voie de développement, comme je l'ai du reste fait comme médecin.

Il faut beaucoup plus en débattre et plus faire preuve de réalisme.

Avec raison, la Dr. Dambisa Moyo milite pour un modèle de développement fondé sur le commerce et le libre marché. Par exemple, au cours des cinquante dernières années, **le montant total de l'aide au développement transféré des pays « riches » et endettés vers l'Afrique a représenté plus d'un trillion de dollars. La pauvreté n'en a pas reculé, bien au contraire. L'Afrique reste un continent riche, mais peuplé de pauvres et de quelques très riches, le plus souvent très corrompus.** L'Afrique fut le continent le plus assisté en termes d'aide humanitaire et de coopération au développement. Tout comme pour tout pays, que ce soit Haïti ou ceux d'Afrique, le développement ne peut pas s'importer. Voyez la Chine qui, elle, n'a pas reçu d'aide publique aux développement. L'Afrique doit davantage produire d'elle-même son développement, comme l'ont fait des pays européens, la Suisse par exemple il y a plus d'un siècle, alors qu'ils étaient très pauvres. Moins d'argent donné par les autres, moins de corruption, plus d'éducation et de formation, beaucoup moins de nouveaux-nés et un meilleur gouvernement décentralisé, voilà ce dont ont besoin les pays africains, qui du reste en auraient les moyens si leurs habitants le voulaient vraiment.

Dambisa Moyo souligne, preuves à l'appui, qu'entre 1970 et 1988, quand l'aide publique au développement à l'Afrique était à son maximum, le taux de pauvreté des populations concernées est passé de 11 % à 66 %. Selon elle, l'aide publique au développement encourage la corruption, permet à des régimes infréquentables de se maintenir en place artificiellement, pensons aux millions d'aide publique suisse au développement à Cuba des Castro et au pot de vin de 500.000 USD donnés à Hillary Clinton, et facilite une grande disparité entre les revenus. Vu les importants montants engagés, elle attise des convoitises, avive des tensions ethniques et parfois conduit à la guerre civile. Du point de vue économique, l'aide nuit à la compétitivité des secteurs productifs, réduisant leur capacité à exporter et contribue au maintien d'un secteur public pléthorique, corrompu, centralisé et bureaucratique, alors qu'il devrait

être totalement simplifié, réformé , décentralisé et surveillé de près.
Le défaut fondamental et essentiel de l'aide publique au développement est qu'elle détruit les incitations à évoluer, à se réformer, à se développer, à faire des efforts, à innover, à diminuer le gouvernement et à trouver le chemin d'une croissance durable. Preuve en est que tous les pays qui ont connu un développement important, que ce soit en Europe, en Amérique et en Asie, doivent leurs performances non pas à l'aide publique venue de extérieur mais à leur propre capacité à créer des richesses, à attirer des investissements et à leurs efforts.
Docteur Dominique Schwander.